

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Comptes arrêtés au 31 Décembre 2023

ASSOCIATION PAYS TOURISTIQUE

DU SUD SAUVAGE

3 RUE PAUL DEMANGE

97480 SAINT JOSEPH

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers

97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames,
Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PTSS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers

97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant les méthodes d'enregistrement des subventions.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La correcte valorisation des produits figurant au compte de résultat ;
- La correcte valorisation des créances figurant au bilan ;
- le caractère raisonnable des estimations significatives retenues
- et sur la présentation d'ensemble des comptes.

VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

A noter cependant que le projet de compte définitif nous ayant été remis le 17 juin 2024, nous n'avons été capable d'établir le rapport qu'en date du 18 juin 2024, soit à moins de 15 jours de la date de l'assemblée générale.

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

**RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 18 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

Pour CABINET VALEC
Dominique VALIN



Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

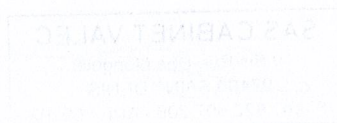
Cabinetvalec@gmail.com

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION PAYS TOURISTIQUE DU SUD
SAUVAGE

3, Rue Paul DEMANGE
97480 SAINT JOSEPH



Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles sur des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

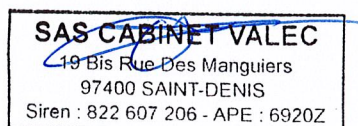
CONVENTION SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant application des dispositions de l'article L.612-5 du code du commerce.

À Saint-Denis, le 18 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

Pour CABINET VALEC
Dominique VALIN



Cabinet VALEC

19 bis rue des Manguiers
97400 Saint Denis

Expert-comptable ; Commissaire aux comptes inscrit à la Cours d'appel de la Réunion

SIREN : 822 607 206

Tél : 02 62 51 65 87 / 06 93 11 90 63

Cabinetvalec@gmail.com

Rapport de présentation des comptes annuels

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Conformément à la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association PAYS TOURISTIQUE DU SUD SAUVAGE DÉNOMMÉE LE PEI TOURISTIQUE relatifs à l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu, ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en EURO
Total bilan	655 003
Total des ressources	1 439 623
Résultat net comptable (Excédent)	14 175

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à ST PIERRE CEDEX

Le 29 mai 2024

ANTERIEUR STEPHANE
EXPERT-COMPTABLE

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	20 860	20 860		
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	48 497	46 988	1 509	532
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	70 747	62 983	7 764	256
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>	843		843	479
<i>Autres immobilisations financières</i>	101		101	101
Total I	141 048	130 831	10 217	1 368
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>				203
<i>Autres créances</i>	102 803	27 051	75 752	81 903
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	23 391		23 391	23 391
<i>Disponibilités</i>	539 129		539 129	567 501
<i>Charges constatés d'avance</i>	6 515		6 515	6 215
Total II	671 837	27 051	644 786	679 213
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	812 886	157 882	655 003	680 581
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	115 803	115 803
Report à nouveau	258 626	273 470
Excédent ou déficit de l'exercice	14 175	-14 844
Situation nette (sous-total)	388 603	374 429
Subventions d'investissement	9 204	3 550
Total I	397 807	377 979
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	11 730	28 134
Total II	11 730	28 134
PROVISIONS		
Provisions pour charges	25 860	23 763
Total III	25 860	23 763
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 588	15 594
Dettes fiscales et sociales	114 491	103 803
Autres dettes	40 528	51 307
Produits constatés d'avance	50 000	80 000
Total IV	219 606	250 705
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	655 003	680 581

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	219 606
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 700	1 200
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	1 400	
<i>Ventes de prestations de services</i>	3 171	7 614
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 433 352	1 068 225
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	41 745	38 697
Utilisation des fonds dédiés	28 134	39 238
Autres produits	193	7
Total I	1 509 695	1 154 980
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 040	
Autres achats et charges externes	128 937	115 986
Impôts, taxes et versements assimilés	49 709	38 642
Salaires et traitements	1 150 511	840 952
Charges sociales	110 944	97 277
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 498	3 794
Dotations aux provisions	2 096	
Reports en fonds dédiés	11 730	28 134
Autres charges	47 343	46 715
Total II	1 503 808	1 171 500
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	5 887	-16 520
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	4 564	1 861
Total III	4 564	1 861
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	4 564	1 861

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	10 452	-14 658
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 259	
Total V	4 259	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	4 259	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	536	186
Total des produits (I+III+V)	1 518 518	1 156 841
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 504 344	1 171 686
EXCEDENT OU DEFICIT	14 175	-14 844

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	3 758	5 680
Total	3 758	5 680
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	3 758	5 680
Total	3 758	5 680

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Annexe

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : PAYS TOURISTIQUE DU SUD SAUVAGE DÉNOMMÉE LE PEI TOURISTIQUE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 655 003 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 14 175 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Pays Touristique du Sud Sauvage, a pour but de susciter, entreprendre, coordonner et gérer sur le périmètre des trois communes constituant le Sud Sauvage, toute action de valorisation de l'environnement et de l'économie à partir de l'activité touristique et de loisirs. Elle assume notamment :

- L'entretien et la valorisation de l'environnement d'espaces publics et privés
- L'insertion par l'activité économique et la mise en oeuvre des dispositifs d'insertion
- La mise en réseau, l'accompagnement et la professionnalisation de ses adhérents, en lien avec les partenaires territoriaux en charge de la coordination des interventions sur le périmètre concerné
- L'animation touristique locale
- La création et la mise en marché de prestations et/ou de forfaits touristiques
- La gestion par délégation d'établissements d'espaces ou d'équipements publics

1/ Actions " Environnement " :

L'association a signé des conventions avec l'Etat et la Région Réunion dans le cadre des " Chantiers Emplois Verts ", aux fins d'aménager et entretenir les sites touristiques suivants :

- Piton Grand Anse
- Domaine du Relais et du Sentier Vivier
- Les berges de la Rivière Langevin
- Sentier Piton Entonnoir
- Forêt de la Crête
- Plaine des Grègues (Boucle des margosiers, Caverne des hirondelles)

D'autres part, d'autres chantiers "Emplois verts" sont financés par l'état, le département et la CASUD. Il s'agit des chantiers:

- Sentier Littoral
- Sentier Parc à mouton

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Un produit constaté d'avance a été enregistré dans les comptes de l'exercice du 31.12.2022 pour tenir compte de la séparation des exercices à hauteur de 80 000 €, qui existe toujours à l'ouverture de l'exercice au 01/01/2023. Seule, la subvention allouée par le Département a été consommée à hauteur de 30 000 €, et a donc été extournée sur l'exercice 2023.

La différence, soit 50 000 € correspondant à la subvention allouée par la CASUD, reste inscrite en produit constaté d'avance car le projet n'a toujours pas été réalisé sur l'exercice 2023 et est décalé dans le temps sur 2024.

Un fonds dédié a été comptabilisé concernant l'action Parc à mouton à hauteur de 11 730 €, au titre des ressources attachées à l'action, non consommées sur l'exercice, et mobilisables jusqu'au 29/02/2024 (soit 11 mois à compter de la date de début d'activité notifiée au 01/04/2023) conformément à la convention N°303798.

Par ailleurs, l'action " Environnement " arrêtée au 31 décembre 2023 met en évidence un surplus de ressources à hauteur de 36 136 € qui a été inscrit en trop payé dans les comptes, au bénéfice de l'ASP, et qui sera retenu sur les prochains versements.

Les subventions d'exploitation prises en compte pour l'exercice 2023 au titre du pôle "Environnement " sont de 1 393 353 €.

2/ Programme d'actions et d'investissements de la Région Réunion

Une convention a été signée avec la Région Réunion le 14/11/2023, pour la mise en oeuvre d'un programme d'actions et d'investissements, au titre de l'exercice 2023.

Le montant alloué pour cette subvention s'élève au total à 49 912 €, soit 39 999 € au titre des actions et du fonctionnement et 9 913 € au titre des investissements.

Les opérations prévues par cette convention sont les suivantes :

- L'animation touristique pour la mise en tourisme des sites naturels aménagés
- La mise en réseau et l'accompagnement des prestataires touristiques
- La réalisation d'investissements liés à la mise en oeuvre des actions de la structure

L'éligibilité temporelle pour la mise en oeuvre des actions sont du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Afin d'assurer ces missions, l'affectation du personnel se décline comme ci après (exprimé en équivalent temps pleins) soit :

- 4 agents administration affectés à l'accueil et la promotion touristique, ainsi que la gestion du pôle environnement
- 8 encadrants technique d'insertion affectés au pôle environnement
- 36 agents d'espaces verts

te
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 860			20 860
Immobilisations incorporelles	20 860			20 860
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	51 811	1 689	5 002	48 497
- Instal.générales, agencements aménagements divers	34 641		18 778	15 863
- Matériel de transport	27 524			27 524
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 067	8 293		27 360
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	133 043	9 982	23 781	119 244
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	479	364		843
- Prêts et autres immobilisations financières	101			101
Immobilisations financières	580	364		944
ACTIF IMMOBILISE	154 482	10 346	23 781	141 048

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 860			20 860
Immobilisations incorporelles	20 860			20 860
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	51 278	712	5 002	46 988
- Instal.générales, agencements aménagements divers	34 641		18 778	15 863
- Matériel de transport	27 524			27 524
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 810	786		19 596
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	132 254	1 498	23 781	109 971
ACTIF IMMOBILISE	153 114	1 498	23 781	130 831

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 109 418 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	101		101
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	102 803	102 803	
Charges constatées d'avance	6 515	6 515	
Total	109 418	109 318	101
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	27 060
Disponibilités	
Total	27 060

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	115 803				115 803
Report à Nouveau	273 470	-14 844			258 626
Excédent ou déficit de l'exercice	-14 844	14 844	14 175		14 175
Situation nette	374 429		14 175		388 603
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 550		5 654		9 204
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	377 979		19 829		397 807

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	23 763	2 096			25 860
Total	23 763	2 096			25 860
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 096			
Financières					
Exceptionnelles					

Depuis l'exercice 2021, l'association a décidé de constater les droits liés à l'indemnité de fin de carrière, conformément à l'article 324-1 du Plan Comptable Général.

La variation des droits acquis entre le 31/12/2022 et le 31/12/2023 est constatée dans les comptes et représente une charge de 2 096.27 €.

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 219 606 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 588	14 588		
Dettes fiscales et sociales	114 491	114 491		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	40 528	40 528		
Produits constatés d'avance	50 000	50 000		
Total	219 606	219 606		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 347
Dettes fiscales et sociales	85 367
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	4 392
Total	99 106

le
Commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 515		
Total	6 515		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	50 000		
Total	50 000		

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 471 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Les subventions sont enregistrées en produits selon la traduction faite des conventions de financement et en mettant en relation les charges éligibles et le subventionnement prévu.

L'association bénéficie avec la mairie de Saint-Joseph, de conventions de mise à disposition gratuite des biens suivants :

- 3 rue Paul Demange - 97480 Saint-Joseph (129 m²),
- 7 rue Paul Demange - 97480 Saint-Joseph (18 m²),
- 46, rue Général de Gaulle - 97480 Saint-Joseph (15 m²)
- Une parcelle de terrain cadastrée : BZ 157 d'une superficie de 1 000m² situé à Saint-Joseph au niveau des pépinières communales

Ces mises à disposition ne sont pas valorisées ni inscrites au bilan.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 013 353	419 999			1 433 352
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			4 258			4 259
						1 437 611

Certifié par
le
Commissaire aux comptes

Autres informations

Engagements financiers

Crédit-Bail

Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail mobilier : 24 585 EURO.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 25 860 EURO

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 2 096 EURO

Contributions volontaires

Au titre de l'exercice 2023, les contributions volontaires en nature sont les suivantes :

- Mise à disposition gratuite et comptabilisée

La commune de Petite Ile, conformément à la convention signée, met à disposition les matériels de débroussaillage, ainsi que le carburant nécessaire à la mission confiée pour un montant total valorisé à 3 758 €.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Environnement	28 134			28 134	11 730	11 730	
Total	28 134			28 134	11 730	11 730	

le
Commissaire aux comptes

